

32 • TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Faire de Paris une ville toujours plus accessible et solidaire

Pour favoriser la mobilité et améliorer le pouvoir d'achat des retraités, Anne Hidalgo a annoncé deux mesures importantes en faveur des personnes de plus de 65 ans qui vivent à Paris : la gratuité du passe Navigo, sous condition de ressources, et la création d'un service d'accompagnement personnalisé pour prévenir les situations d'isolement.

À partir de juin 2018, la gratuité intégrale du passe Navigo pour les Parisiennes et les Parisiens de plus de 65 ans sera mise en place. Elle sera soumise à condition de ressources : jusqu'à 2 200 € de revenus mensuels pour une personne seule, 3 400 € pour un couple. La Ville de Paris prendra entièrement à sa charge le coût de ce dispositif qui bénéficiera à environ 200 000 personnes.

De même, la Maire de Paris a annoncé que notre ville allait accentuer ses aides en faveur des personnes en situation de handicap. Les 20 000 Parisien-ne-s relevant de l'allocation adulte handicapé vont ainsi bénéficier de la gratuité du passe Navigo à partir du 1^{er} juin, sous condition de ressources.

Enfin, un service d'accompagnement spécifique sera également créé cette année. Il prendra la forme d'un numéro vert grâce auquel les seniors parisiens pourront prendre rendez-vous pour être accompagnés gratuitement par un bénévole dans leurs déplacements en dehors de chez eux. Il leur suffira de réserver au moins 24 heures avant.

Ce standard téléphonique, intitulé « Allô senior », pourra aussi leur fournir des informations utiles au quotidien. Ces mesures visant à faciliter la mobilité des seniors s'ajoutent aux quarante aides municipales déjà existantes pour favoriser l'utilisation des modes de transports propres et partagés. Ces différentes aides sont ouvertes aux particuliers, mais aussi aux professionnels parisiens et de petite couronne : commerçants, artisans, autoentrepreneurs, taxis, TPE et PME. Elles font de Paris la collectivité locale qui aide le plus les habitants et les professionnels dans leur mobilité. À Paris, la solidarité n'est pas un vain mot, et nous en sommes fiers.

➔ Retrouvez-nous sur Twitter et Facebook @ElusPSParis

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE

Climat : faut-il voter... entre Parisiens ?

Un dimanche de printemps, dans quelques semaines, les Parisiennes et les Parisiens, à partir de l'âge de 15 ans, les résidents, européens, et les autres, non communautaires, seront appelés à venir donner leur avis sur le Plan climat parisien, et c'est très bien. Mais pourquoi réserver exclusivement aux Parisien-ne-s le soutien à ces mesures a priori

Ces tribunes n'engagent pas la rédaction.

bénéfiques pour tous, qu'on vive d'un côté ou de l'autre du périphérique ? Soit on considère que Paris est au cœur d'une métropole, que toute décision sur sa politique de circulation, de transport, de lutte contre la pollution est l'affaire de tous, et a un impact majeur sur l'ensemble des habitants de l'agglomération, et non seulement on ne peut pas s'enfermer dans notre citadelle, mais il paraîtrait normal d'associer la Métropole à cette votation. Soit la Mairie de Paris, comme elle a coutume de le faire en matière de déplacement, dans un entre soi qui exaspère nos voisins riverains, relève le pont-levis mental qui lui sert de gouvernance d'agglomération, et du haut des mâchicoulis du périphérique verse la poix bouillante de son mépris sur nos concitoyens de la banlieue.

C'est ce que nous avons fait concernant l'interdiction de circulation sur les voies sur berges rive droite, il y a un an et demi. C'est ce qui se passe régulièrement quand Paris prend des initiatives unilatérales en matière de déplacements.

Cette votation citoyenne, telle qu'elle est prévue par la Mairie de Paris, si elle reste en l'état, sera ressentie comme une provocation, et un germe de division majeure pour notre agglomération. On ne peut pas réussir dans un territoire aussi vivant et dynamique que notre Métropole du Grand Paris, une politique publique ambitieuse en matière de Plan climat, en dressant ses habitants les uns contre les autres. Paris ne peut pas continuer vis-à-vis de la banlieue, d'imposer ses vues, d'exporter ses ordures ménagères, ses bouchons, ses crues, ses cimetières. Il y a entre Paris et sa banlieue un destin commun qui doit reposer sur une nouvelle démocratie des projets.

GROUPE LES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS

FLORENCE BERTHOUT, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Propreté : la Maire doit sortir du déni et traduire ses paroles en actes

Au terme de 7 mois de travaux, la mission d'information et d'évaluation (MIE) sur la propreté, obtenue par notre groupe, a abouti à un constat unanime concernant les dysfonctionnements et, surtout, à 45 préconisations partagées par tous les groupes politiques à mettre en œuvre sans délai. Au fil des aménagements de voirie, l'espace public s'est accru de 30 % depuis 2001. Parallèlement, 100 000 personnes supplémentaires viennent chaque jour travailler dans Paris. Et pourtant, la propreté est le parent pauvre de la politique municipale.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 149 M€ consacrés au nettoyage des rues en 2001, 133 M€ seulement en 2016 (en euros constants), alors que le budget de fonctionnement de la Ville est passé de 6 à 7,5 milliards d'euros ;
- 1 000 agents en moins, quand les effectifs de la Ville ont augmenté de 40 % sur la même période ;
- 25 % des engins permettant de nettoyer les rues sont indisponibles à chaque instant, alors que leur nombre a déjà chuté de 10 % depuis 2010.

Le groupe LRI a pris ses responsabilités en proposant de consacrer des moyens supplémentaires pour la

propreté. Il faut recruter des agents supplémentaires pour rattraper la baisse des effectifs. Sans recrutement, il sera impossible de mettre en œuvre les brigades volantes de propreté, préconisées par la MIE. Il faut également renforcer le service de dératisation, amputé d'un tiers de ses effectifs en dix ans. Sans plan d'urgence pour les matériels, les résultats ne pourront pas être au rendez-vous. Il faut plus d'engins pour couvrir un espace public sans cesse plus grand. Les corbeilles de rues, les cendriers, les sanisettes doivent enfin être déployés en grand nombre.

Pour permettre une meilleure réactivité, le groupe LRI a proposé que les mairies d'arrondissement volontaires puissent se voir déléguer les moyens d'assurer la propreté des rues au plus près des besoins. Toutes ces propositions ont été rejetées en bloc par la majorité municipale. Une nouvelle fois les annonces ne seront pas suivies des actes pourtant indispensables pour mettre un terme à la saleté de Paris.

➔ Retrouvez-nous sur groupelesrepublicains.paris

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE
NICOLAS BONNET-OUALDJ, PRÉSIDENT DU GROUPE

L'observatoire parisien de la mixité sociale et de la réussite éducative voit le jour

Paris est le territoire où la ségrégation scolaire est la plus intense. Elle conduit bien souvent les parents à établir de véritables stratégies dans le parcours de leurs enfants. Les établissements privés, qui accueillent près d'un tiers des enfants, contribuent fortement à cette ségrégation en étant tous classés parmi les plus déficitaires en matière de mixité sociale.

Or la mixité sociale à l'école est non seulement une question de justice sociale, mais aussi à la base du pacte républicain d'égalité devant l'éducation. Notre groupe avait imaginé et demandé la création d'un observatoire de la mixité scolaire en 2016. Partant du constat de fortes disparités entre établissements scolaires, nous voulions objectiver la réalité du terrain et trouver des solutions pour favoriser la mixité sociale et la réussite de tous les enfants.

Cet observatoire est désormais une réalité avec sa création au Conseil de Paris de février 2018.

Il produira une analyse scientifique de la mixité sociale et de la réussite scolaire, ainsi que des préconisations pour lutter concrètement contre les phénomènes de ségrégation et agir en faveur de la réussite éducative. Il aura la lourde tâche de trouver des pistes pour enrayer le cercle vicieux de l'évitement scolaire.

L'enjeu est de taille, il s'agit de construire une société où les classes sociales se mélangent et s'enrichissent mutuellement. La société de demain est en germe dans l'école d'aujourd'hui.

L'observatoire sera un outil pour construire une société tolérante et juste pour nos enfants, une société où l'égalité et la fraternité seront les sœurs inséparables de la liberté.

GROUPE ÉCOLOGISTES DE PARIS

DAVID BELLARD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Dérèglement climatique, amélioration de la qualité de vie : rendons Paris plus vert !

Nous ne pouvons pas contrôler la météo, mais une chose est sûre et certaine, les événements climatiques extrêmes sont de plus en plus courants du fait du dérèglement climatique. À Paris, les crues et les canicules se multiplient et nous touchent, toutes et tous. À chaque fois, des plans d'urgence sont mis en place pour tenter d'endiguer les crises et de limiter les dégâts. C'est bien, mais insuffisant. Les scientifiques sont tous d'accord pour dire que le dérèglement climatique, donc les événements climatiques extrêmes, vont s'intensifier. Nous ne pouvons plus nous contenter de réactions dans l'urgence. Il faut adapter notre ville ! Paris est une ville extrêmement dense, qui manque cruellement d'espaces verts.

Cela la rend très fragile face aux événements météorologiques. Plus largement, en Île-de-France, nous continuons de bétonner nos villes et de surexploiter nos campagnes. Résultats, les sols n'absorbent plus l'eau de pluie et nous avons réduit à peu de chagrin les zones végétalisées qui nous apportent de la fraîcheur en été.

Un seul chêne absorbe à lui seul 200 litres d'eau par jour, une vraie éponge pour les jours de pluie, et offre une zone d'ombre protectrice en cas de canicule ! Pour s'adapter à l'urgence climatique et limiter les effets des prochaines crues et canicules, il est indispensable de remettre de la nature en ville partout où cela est possible. Le Plan climat, que nous portons, propose de nombreuses actions à mener. Mais dès maintenant, nous devons aller plus loin. Nous avons ainsi obtenu que soit mis plus de nature dans notre ville, et en particulier sur les berges de Seine. Pour permettre à l'eau d'être plus facilement absorbée et rendre notre ville plus agréable à vivre ! C'est une bonne nouvelle pour le climat, pour la biodiversité, pour notre santé et une bonne mesure pour nous protéger. Enfin, remettre de la nature en ville, c'est aussi retrouver des espaces de vie gratuits, plus calmes, plus conviviaux, propices à la rencontre. Maintenant que les berges de Seine sont redevenues piétonnes, faisons de cet espace un grand parc le long de la Seine, à l'image d'un « Central Park » au cœur de Paris.

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

LAURENCE GOLDGRAB, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Pour faire le Paris des mobilités !

Nous pensons que les Parisiens, parce qu'ils pratiquent quotidiennement les transports, ont leur mot à dire afin d'améliorer l'offre de transports à Paris. Nous réclamons ainsi la mise en place d'une concertation citoyenne chargée de recueillir vos

34 • TRIBUNES

doléances et porter les améliorations que vous attendez. Pour nous, un trajet en transports en commun, qui par essence devrait être rapide et simplifié, ne doit pas rimer avec temps perdu, fatigue et souffrance. Des avancées, parfois simples, sont possibles. L'allongement des horaires de circulation des métros le week-end, notamment sur les lignes automatiques (1, 4 et 14) est une nécessité que nous continuerons à défendre. Nos habitudes en termes de mobilité connaissent de profonds changements. Aussi, notre groupe a voté la piétonisation des voies sur berges et s'est engagé en faveur des modes de transport doux par un soutien fort au Plan vélo et au Plan piétons. Des solutions existent pour que mobilité rime avec tranquillité. L'inter-modalité de nos modes de transport est en ce sens essentielle. Nos politiques publiques doivent en prendre davantage la mesure pour que chaque usager effectue ses déplacements le plus rapidement et le plus simplement possible. Nous défendons ainsi des innovations au service de tous comme l'installation de racks à vélos sur les bus.

Face à la multiplication des vélos ou scooters stationnés sur les trottoirs, parfois de manière gênante, nous réclamons la multiplication des places de stationnement pour les deux-roues motorisés et non motorisés, et nous nous sommes également fortement mobilisés en faveur du déploiement d'une campagne de communication des entreprises de *free floating* pour rappeler aux usagers que « sans station » ne rime pas avec « sans règle ». Du métro à la trottinette électrique, toutes les mobilités doivent trouver leur place à Paris. En voiture, en transports en commun, à vélo ou bien à pied, tous les Parisiens doivent pouvoir se déplacer avec aisance.

→ www.groupe-prgci-paris.com

→ Twitter : @GroupeRGCI

GROUPE LES PARISIENS PROGRESSISTES ET CONSTRUCTIFS

MARIE-LAURE HAREL, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Pour une mairie au service du quotidien

Il fut un temps où M^{me} Hidalgo semblait si populaire qu'elle naviguait entre une intervention au forum économique de Davos et une remise de prix de la Fondation Leonardo DiCaprio. Il fut un temps où il était plus simple de croiser notre maire dans un sommet international que dans un atelier de la Propreté de Paris. Ce temps-là est révolu. Aujourd'hui, la majorité est rattrapée par le réel, payant son inaction sur les enjeux du quotidien des Parisiens. Sur la propreté, l'exécutif multiplie les plans de communication (3 en 4 ans!), commande des rapports toujours plus bavards et coûteux pour le contribuable, alors que, concrètement, la saleté des rues et les conditions de travail des agents s'aggravent. Sur les mobilités, la mairie de Paris feint d'oublier l'incroyable fiasco du Vélib' nouvelle version et le malaise des utilisateurs des transports publics, trop souvent bondés, irréguliers et mal sécurisés. Face à la hausse de la délinquance (augmentation du nombre de cambriolages intra-muros, retour des phénomènes de bandes...), la

majorité refuse toujours, par pure idéologie, de recourir davantage à la vidéoprotection et déploie des « brigades anti-incivilités » dont l'existence échappe pourtant à l'écrasante majorité de nos concitoyens. Enfin, les derniers chiffres de l'Insee (-40 000 habitants à Paris entre 2010 et 2015) illustrent les errances de la politique municipale en matière de logement. Négligeant la pénurie d'appartements et les tensions du marché de l'immobilier, la mairie continue d'exiler les classes moyennes, en particulier les familles de jeunes actifs et provoque la ghettoïsation de quartiers entiers par des choix théoriquement louables, mais en réalité hasardeux et cyniques. Face à cette dégradation de la qualité de vie, on pourrait espérer de la municipalité qu'en ce début d'année elle se concentre enfin sur les préoccupations essentielles de nos concitoyens. Au regard des taxes particulièrement élevées dont ces derniers s'acquittent pour pouvoir rester à Paris, c'est bien la moindre de nos attentes.

GROUPE DÉMOCRATES ET PROGRESSISTES

JULIEN BARGETON, FADILA MEHAL, ANNE-CHRISTINE LANG,
THOMAS LAURET, DIDIER GUILLOT

État – collectivités, osons la confiance !

En juillet dernier, le président de la République, Emmanuel Macron, et le gouvernement d'Édouard Philippe ont annoncé, lors de la Conférence nationale des territoires, un pacte de confiance entre l'État et les collectivités. En quoi consiste-t-il ? Les dotations de l'État auprès des collectivités ne baisseront pas. En retour, elles devront s'engager à maîtriser leurs dépenses de fonctionnement. En effet, l'impératif effort de réduction du déficit public, qui s'élève à 13 milliards d'euros d'ici 2022, doit être l'affaire de tous les responsables publics. De 2014 à 2017, les collectivités, dont Paris, ont connu des baisses importantes et brutales de dotation, sans concertation. Grâce à l'élection du Président Macron, 2018 ouvrira une nouvelle ère, de confiance et de responsabilité. En contrepartie de leur maîtrise des dépenses courantes, l'État continuera de soutenir fortement les collectivités dans leurs dépenses d'investissement, pour les accompagner dans leur modernisation (numérisation et mutualisation) et leur transition énergétique : 1,8 milliard d'euros de subventions dédiées. Il agira aussi en faveur des quartiers populaires, des métropoles et de la ruralité. Ce nouveau contrat entre les territoires est guidé par l'esprit de solidarité. Décentraliser, c'est responsabiliser, faciliter les expérimentations et déployer les innovations locales, pas dépenser toujours plus. Cela est essentiel. Les défis à Paris seront grands : la capitale devra s'engager à maîtriser ses dépenses publiques par des économies, à contenir son endettement pour accompagner l'investissement, à rechercher de nouvelles recettes, et devra surtout – nous y sommes vigilants – s'engager à ne pas augmenter la fiscalité locale. Beaucoup de dépenses supplémentaires ont été annoncées sans débat en janvier. L'amélioration de la qualité de vie des Parisiens, et notamment des plus démunis, est primordiale et demande à la fois ambition et sérieux budgétaire. Nous y veillerons, élus En Marche du groupe Démocrates et Progressistes, soutiens du Président de la République.